

*Accords de Bretton Woods—Loi*

Si le FMI, qui est dominé par l'Ouest, impose aux pays africains des conditions si onéreuses qu'elles entraînent une augmentation du coût de nutrition et du nombre des enfants affamés, une baisse de la scolarisation, une insuffisance des installations sanitaires et une augmentation du chômage, comment nous étonner qu'il en résulte des malaises sociaux qui vont provoquer des émeutes? Comment nous étonner que, pour y faire front, les gouvernements prennent des mesures de rigueur pour mater ces émeutes?

La réalité c'est que les programmes du FMI, au lieu de provoquer la reprise dans les pays pauvres d'Afrique et d'ailleurs, semblent avoir pour effet d'ouvrir la porte à une augmentation de la pauvreté, à des chambardements sociaux et à l'effondrement de la démocratie. Mais il ne faut pas exagérer à ce sujet. Les pays africains eux-mêmes reconnaissent que beaucoup de leurs problèmes résultent des erreurs qu'ils ont commises dans le passé. Certaines de leurs réformes sont nécessaires, et ces réformes constituent la base de leur programme de relance qui a été adopté par les pays africains à la session spéciale des Nations Unies en 1987.

Ayant admis cela, nous devons nous rendre compte que ce que disait Julius Nyerere, le président de Tanzanie, en 1984, au sujet du FMI et de la Banque mondiale, est vrai. Il disait:

Ces institutions, qui devaient assurer la coopération entre les pays développés, sont maintenant utilisées comme des instruments de contrôle des pays en développement. Elles ont créé un nouveau type d'empire. Elles sont utilisées comme des instruments de domination du tiers monde.

La politique très rigide du FMI a fait, en 1987, que les pays endettés ont donné au FMI 5,9 milliards de plus qu'ils n'ont reçu. Nous parlons là de pays pauvres. Nous parlons de misère dans ces pays. Le FMI est censé les aider, mais en 1987, selon un article paru le 2 février de cette année dans le *Globe and Mail*, ils ont dû déboursier 5,9 milliards au profit du FMI. Ces 5,9 milliards de dollars américains viennent de ces pays d'Afrique où sévit la misère.

Il est vrai que ces derniers mois le Fonds monétaire international a commencé à se montrer plus sensible aux effets de sa politique sur les pauvres. Michael Camdessus, le nouveau directeur général du FMI, veut alléger les dispositions de contrôle des prêts et il appuie le financement d'urgence pour les pays qui ont des plans de réforme et se trouvent devant des difficultés inattendues comme une chute du prix des denrées ou une montée rapide des taux d'intérêt.

Comme le disait une personne du tiers monde, ces mesures sont les bienvenues, mais elle se demandait si elles étaient suffisantes et si elles venaient à temps pour empêcher une faillite totale dans beaucoup de pays.

En plus du problème de la dette, nous devons reconnaître que les pays africains font face à une baisse de l'aide officielle au développement accordée par de nombreux pays. Le Canada joue un rôle très ambigu à cet égard. Lorsque le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) est intervenu devant les Nations Unies en 1984, il a promis que le Canada atteindrait son objectif de 0,7 p. 100 du PNB en 1990. Par suite des compressions budgétaires du gouvernement, ce

chiffre a été ramené à 0,7 p. 100 en 1995. Dans un autre budget, il a été affirmé que nous atteindrions ce chiffre au cours du XXI<sup>e</sup> siècle et, qu'entre-temps, nous essaierions de porter notre effort à 0,6 p. 100 en 1995-1996.

Le Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada qui était présidé par l'honorable ministre responsable de ce projet de loi il y a deux ans, a recommandé que nous revenions à notre engagement original, soit 0,7 p. 100 du PNB en 1990. Le gouvernement a refusé. Lorsqu'il a étudié le dossier de l'aide au développement l'an dernier, le comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur, à majorité conservatrice, a recommandé au gouvernement de porter rapidement notre aide à au moins 0,6 p. 100 de notre PNB. Voici ce qu'il dit dans son rapport:

Une fois cette contribution minimale assurée, nous croyons que le Canada devra s'efforcer progressivement de relever son niveau d'aide. Nous nous demandons s'il est bien réaliste de s'attendre à ce que le gouvernement maintienne sa contribution à 0,5% jusqu'en 1990 pour la porter ensuite soudainement à 0,6% au cours des cinq années suivantes, d'autant plus que notre contribution actuelle se situe à un niveau légèrement inférieur à 0,5%. Nous craignons que le Canada ne soit encore une fois contraint de revenir sur son engagement.

À notre avis, il faudrait prévoir une augmentation annuelle progressive de l'aide pour qu'elle atteigne 0,6% du PNB en 1995-1996. Par conséquent, le Comité recommande que le gouvernement commence à augmenter sa contribution progressivement chaque année à compter de l'année financière 1988-1989, et non 1990-1991 comme prévu, pour atteindre son objectif de 0,6% en 1995-1996. L'APD devrait donc représenter 0,53% du PNB au cours de l'année financière 1990-1991.

Malheureusement, le gouvernement n'a tenu aucun compte de cet avis.

L'effort du Canada est relativement satisfaisant comparé à celui du Royaume-Uni ou des États-Unis, mais il ne l'est pas par rapport à celui de certains pays nordiques ou aux besoins dans le monde.

Le véritable coupable est la chute des prix des marchandises. Malheureusement, le Fonds monétaire international est davantage disposé à soutenir le système monétaire qu'à mettre en place une stratégie de stabilisation des cours qui permettrait d'éviter les importantes fluctuations des prix des marchandises afin que les pays en développement ne soient pas constamment désavantagés sur les marchés internationaux.

Dans son livre intitulé *Forced Adjustment*, autre étude de l'Institut Nord-Sud, Roy Culpeper signale que l'Afrique subsaharienne, après avoir été la première région au monde pour la croissance des exportations de 1965 à 1980, a vu ses exportations diminuer de 5 p. 100 par an de 1980 à 1985. Il fait remarquer qu'en 1986, les termes de l'échange des pays en développement ont chuté d'environ 16,8 p. 100, ce qui représente une perte de la valeur des exportations de quelque 100 milliards de dollars. Toutefois, en raison de la croissance du volume des exportations, leur pouvoir d'achat a baissé d'environ 10 p. 100 seulement.

Selon les calculs de la Banque mondiale, les prix réels d'un panier de 33 marchandises autres que des combustibles ont chuté d'environ 32 p. 100 de 1980 à 1986. Les prix du pétrole ont eux aussi subi une baisse importante, particulièrement en 1986—